

ont rendus à leur pays. Il va même jusqu'à demander si l'épouse du cultivateur n'a pas un billet de banque caché dans son bas. Lorsque ces agents du Gouvernement demandent au cultivateur s'il n'a pas caché un cinq sous quelque part afin de l'imposer, ils oublient que le Gouvernement se vante d'accuser un excédent de plus de 600 millions de dollars.

Lorsque le marché est à la hausse, nous constatons toujours que les prix des produits agricoles sont généralement les derniers à monter. Lorsque le marché est à la baisse, nous constatons également qu'ils sont les premiers à se ressentir des changements. C'est ce qui arrive aujourd'hui. Sur le marché de Toronto, l'automne dernier, le bœuf se vendait de \$28 à \$30, tandis que maintenant le prix varie entre \$18 et \$20. J'ai sous les yeux une lettre d'un de mes commettants qui vend des bovins de boucherie. Il me dit que présentement il risque de perdre \$2,500. On constate que les poulets ont baissé de 14c. la livre. Les œufs se vendaient de 70 à 75c. la douzaine il y a quelque temps; la semaine dernière, j'en ai acheté de la première qualité que j'ai payés 44c. la douzaine. Les pommes de terre se vendent actuellement de \$1 à \$1.25 le sac. Telle est la récompense des cultivateurs après le grand effort qu'ils ont fourni au nom du Canada; cette situation est en grande partie imputable à la maladresse du Gouvernement.

M. Grant: C'est beaucoup dire.

L'hon. M. Rowe: Oui, mais c'est vrai.

M. Graydon: Ce n'est pas peu dire non plus.

M. Stephenson: L'autre soir le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) a prononcé un discours politique. Je suis sûr que ce n'est pas le genre de discours qu'attendaient les cultivateurs. Il s'est attribué le mérite de l'essor commercial que le Canada a connu depuis 1935, alors que le parti libéral a pris le pouvoir. Il en a attribué tout le mérite au parti libéral.

Le très hon. M. Gardiner: Oui, malgré le parti tory.

M. Stephenson: Le ministre a fait son exposé. Voyons comment les choses se sont passées. A quoi tient l'expansion de nos marchés à compter du moment où le Gouvernement est arrivé au pouvoir, en 1935, sinon à la crise économique d'envergure mondiale que nous venions de traverser, la pire crise que le monde ait jamais connue? Quand le Gouvernement a accédé au pouvoir, en 1935, il a pu profiter de l'amélioration des marchés qui se faisait sentir depuis 1933 ou 1934. Voilà l'explication de l'amélioration des affaires à cette époque. Pendant la

guerre, la demande de biens nécessaires à la poursuite des hostilités a accru notre commerce. A la fin de la guerre, les pays dévastés n'étaient pas en mesure de produire les denrées dont ils avaient besoin. Le Canada, que la guerre n'avait pas atteint, pouvait les leur fournir. Tout ce que le Gouvernement avait à faire, c'était de jeter les marchandises sur le marché. Dans plusieurs cas, ces marchandises ont été vendues à des prix inférieurs aux cours mondiaux. Il n'est pas difficile d'écouler des marchandises quand on les offre à des prix inférieurs à ceux du marché mondial. Si j'étais vendeur, je pourrais facilement écouler mes produits en les vendant à des prix inférieurs à ceux de mes concurrents. Il ne faut pas, pour cela, être maître-vendeur. Voilà exactement ce qui s'est produit; c'est pour cela que le gouvernement actuel a augmenté les ventes et que le Canada a bénéficié de ses exportations. Mais la situation est maintenant bien différente. Les autres pays accroissent leur production et vendent leurs produits sur les marchés mondiaux. Voilà pourquoi nous perdons des marchés.

Le très hon. M. Gardiner: Pas du tout.

M. Stephenson: Mais si, nous les perdons. Il nous est impossible de trouver des débouchés, voilà tout.

Le très hon. M. Gardiner: Quels excédents restent invendus?

M. Stephenson: Si le ministre n'en convient pas, voyons ce qui se produit actuellement; étudions quelques-unes des déclarations qu'on a faites. En voici une qui a paru dans les journaux dernièrement:

Grâce à cet accord avec les Pays-Bas, le Royaume-Uni obtiendra les approvisionnements de bacon et d'œufs dont il a grandement besoin pour compenser un peu le fléchissement de ses importations en provenance du Canada.

Le très hon. M. Gardiner: C'est parce que nous avons mangé toutes ces denrées nous-mêmes ou que nous les avons expédiées aux États-Unis.

M. Stephenson: Voici une chose qui s'est réellement produite. Entre 1939 et 1949 nous avons conclu avec le Royaume-Uni plus de 125 contrats à l'égard de denrées alimentaires; il y en a eu jusqu'à 22 en vigueur, au cours de la même année. Aujourd'hui, nous en avons quatre, dont un pour 160 millions de boisseaux de blé à \$2 le boisseau; un autre pour 50 millions de livres de fromage à 30c., cette quantité étant moindre que celle que nous avons vendue en une année quelconque depuis trente ans; un autre encore pour 160 millions de livres de bacon, classe A Wiltshire, à \$36 f. à b. un port de mer cana-